

**Communiqué de presse****Communications Nouveau-Brunswick****Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick****Historique des droits de la personne au Nouveau-Brunswick
(99/03/17)**

NB 378

le 17 mars 1999

FREDERICTON (CNB) -- Pour marquer son trentième anniversaire, la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick a publié "L'égalité dans la réalité - La Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick; récapitulation de 30 années d'activité, 1967-1997". Cet ouvrage relate l'évolution des droits de la personne au Nouveau-Brunswick au cours des trois dernières décennies.

"La Commission peut se remémorer les trois dernières décennies avec un sentiment de fierté et d'accomplissement pour avoir eu à son compte de belles réussites dans la protection et la promotion des droits de la personne", a déclaré le président de la Commission, Constantin Passaris. "Ce sont des bases solides sur lesquelles on peut prendre appui pour préparer l'avenir."

En 1967, lorsque le Nouveau-Brunswick est devenu la deuxième province à adopter des mesures législatives sur les droits de la personne, les citoyens noirs de Saint John faisaient toujours face à la discrimination dans l'emploi, le logement et les établissements publics comme les boîtes de nuit, les restaurants et les salles de spectacles. Les premières lois antidiscrimination adoptées dans les années 50 étaient inefficaces, en grande partie à cause du manque de sensibilisation du public et de l'absence d'un organisme chargé de les faire appliquer.

La Loi sur les droits de la personne de 1967 interdisait la discrimination fondée sur la race, la croyance, la couleur, la nationalité, l'ascendance ou le lieu d'origine. Elle s'appliquait à l'emploi, à l'hébergement public et à la publicité. Dans les années qui ont suivi, la loi fut étendue au logement et aux associations professionnelles. De même, la discrimination fondée sur le sexe, l'état matrimonial, les incapacités physiques et mentales, l'âge ainsi que l'orientation sexuelle furent interdites.

La loi est administrée par une commission des droits de la personne, laquelle est chargée de faire de la recherche et offrir des programmes axés sur la promotion de l'égalité et l'élimination de la discrimination. Elle enquête aussi sur les plaintes et s'efforce de régler celles dont elle détermine le bien-fondé. Si les parties sont irréconciliables, le cas peut faire l'objet d'une audience devant la commission d'enquête. Si la commission d'enquête juge qu'il y a eu discrimination, elle peut ordonner qu'il y ait réparation.

La Commission des droits de la personne est un organisme dont les membres, issus de toutes les régions de la province, se réunissent périodiquement, surtout pour étudier des plaintes de discrimination. Le Dr Noël Kinsella, aujourd'hui sénateur, fut le premier président de la Commission, en 1967. Il est demeuré en fonction jusqu'à ce que le président actuel, Constantin Passaris, un professeur à l'UNB, prenne la

relève, en 1989. Le personnel de la Commission, basé à Fredericton, Moncton, Saint John et Campbellton, s'occupe des activités courantes.

Au cours de ses premières années d'existence, le travail de la Commission était surtout axé sur la discrimination raciale, mais les plaintes pour discrimination sexuelle sont devenues plus nombreuses une fois que la discrimination fondée sur le sexe a été interdite pour la première fois, dans les années 70. Puis, vers la fin des années 70, ce sont des cas portant sur la retraite obligatoire qui ont été mis en vedette. Les cas de harcèlement sexuel, qui ont pris de l'importance dans les années 80, représentent actuellement le quart des plaintes qui sont déposées. Dans les années 90, l'orientation sexuelle a été une question litigieuse et le stress en milieu de travail a donné lieu à un plus grand nombre de plaintes.

En 1987, afin de mieux articuler le mandat proactif de la Commission en matière d'éducation, une section distincte spécialisée dans les activités éducatives a été créée. Avec le temps, la section éducation a publié des guides pour les enseignants et d'autres ouvrages sur les droits de la personne ainsi que divers dépliants d'information. Ses employés ont donné des centaines d'ateliers et de présentations dans différentes situations et organisé plusieurs conférences nationales, provinciales et locales. La section a aussi organisé plusieurs concours de rédaction et d'affiches ainsi qu'un concours audiovisuel et un concours de sites Web.

La section éducation a aussi produit plusieurs bandes vidéo. La dernière est une série en quatre parties intitulée "Vision pour l'égalité", produite en collaboration avec Fundy Communications.

En outre, la Commission aide les employeurs et les organismes qui lui demandent conseil sur des questions relatives aux droits de la personne et sur l'élaboration de directives. De même, elle parraine la recherche sur la nature et l'ampleur de la discrimination ainsi que sur d'autres questions ayant trait aux droits de la personne.

"L'égalité dans la réalité", la plus récente publication importante de la Commission, est un livre de 114 pages illustré de plusieurs photos en noir et blanc. On peut en obtenir des exemplaires en communiquant avec la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, à Fredericton, au 506 453-2301.

99/03/17

AVIS AU CHEF DE NOUVELLES -- Il est possible de se procurer des exemplaires de "L'égalité dans la réalité" en communiquant avec Karen O. Taylor, au 506 453-2063. Il est aussi possible de communiquer avec le président de la Commission des droits de la personne, Constantin Passaris, en composant le 506 453-2301.

99/03/17